

Les ingénieurs de l'État et le délabrement des routes

«Tôt ou tard, un pont tombera»

Les ponts et viaducs de la province sont dans un tel état qu'ils mettent en péril la sécurité des citoyens, affirme le syndicat des ingénieurs du gouvernement.

MICHEL CORBIER
LE SOLEIL

«Tôt ou tard, un pont tombera», a affirmé M. Grégoire Lamontagne, président de l'Association professionnelle des ingénieurs du gouvernement du Québec, réagissant à une nou-

velle étude sur le délabrement des ponts, viaducs, routes et autoroutes de la province. Le rapport émane du ministère des Transports et mentionne qu'un milliard de dollars sont nécessaires parce qu'un ouvrage sur deux a une capacité trop faible, insuffisante ou critique pour supporter le passage des poids lourds.

M. Lamontagne s'est dit vaincu que l'inaction gouvernementale ne changera qu'au prix d'un accident spectaculaire. «Nos membres nous disent que ça prendra un accident pour qu'on mette l'argent nécessaire aux rénovations.»

L'Association, qui négocie toujours avec l'État pour la signature d'un contrat de travail, a donné l'exemple du pont Jacques-Cartier où un bloc de béton d'un mètre s'est détaché d'une des travées, la semaine

dernière. Les vieilles infrastructures ne font l'objet d'une véritable inspection que depuis trois ou quatre ans, a ajouté le président.

«Pour les routes, c'est moins pire. Les conséquences sont surtout le bris des automobiles. À l'interne, cela fait une dizaine d'années que les ingénieurs produisent rapport sur rapport sur ces sujets. On voudrait qu'il y ait des suites. Sinon il y aura une grosse facture ou même des morts.»

Le porte-parole de M. Yvon Vallières, ministre délégué aux Transports, a fait valoir que la condition des ponts n'est pas une menace publique. Mais elle comporte des coûts pour les entreprises: le trafic des poids lourds est contrôlé lorsque les ouvrages démontrent des signes de faiblesse.

M. Gilles Pineau a aussi rapporté que le rapport dévoilé «semble être très près de la

Suite A-2, Pont...

Pont...

réalité. De notre côté, nous sommes à préparer une «programmation» dont l'ampleur dépendra du prochain budget (de la province).»

La situation des routes se rapproche-t-elle de celle d'Hydro-Québec où les syndicats dénoncent les «coupures» budgétaires dans l'entretien comme la cause du mauvais état du réseau? «C'est bien difficile de le faire, a laissé entendre le porte-parole.

«Dans notre cas, les causes tiennent au fait que le réseau est vieux, qu'il n'y a pas eu d'intervention majeure depuis longtemps. Plusieurs ponts ont été construits dans les années 1930. Ils n'ont pas été conçus pour les camions modernes.»

Revue de presse

SYNDICAT DES FONCTIONNAIRES
PROVINCIAUX DU QUÉBEC

MARDI 27 MARS 1990

LE SOLEIL 27/03/90